Dans un contexte nauséabond, action collective et solidarité ! La rentrée se déroule dans un climat politique délétère de surenchère sécuritaire. En quoi la prolongation de l'état d'urgence constitue-t-il un moyen de lutte efficace contre les attentats ? L'empathie que nous avons pour les victimes, où qu'elles soient, ne nous empêche pas de discuter du bien-fondé des politiques mises en œuvre à l'intérieur et à l'extérieur de la France. Les politiques actuelles participent à une évolution raciste des comportements, du traitement médiatique de l'actualité, et des institutions. Nous devons combattre tous les racismes, toute stigmatisation des personnes cataloguées « arabes » ou « musulmanes » et la façon dont sont aujourd'hui traité-e-s les migrant-e-s, à qui on refuse des droits élémentaires. Ceux qui nous gouvernent ou aspirent à le faire utilisent toutes les ficelles en tentant de détourner l'attention du public des droits démocratiques et des questions sociales : les politiques d'austérité, qui consistent à prendre aux classes populaires pour faire exploser les dividendes des plus riches (+11% en un an), touchent tous les secteurs. En reprenant nos mobilisations, à travers nos actions, nos revendications, notre volonté de transformation sociale radicale, nous pouvons redonner sens à l'action collective et force à ceux et celles qui n'ont rien, pour ouvrir la voie à un véritable projet alternatif de société solidaire. **8 septembre : grève dans l'éducation !** La communication ministérielle de cette rentrée scolaire est orientée sur les questions sécuritaires, avec des mesures forcément inefficaces, anxiogènes, parfois dangereuses pour les libertés publiques. Pourtant, dans notre secteur, les effets d'annonce sur les salaires et sur les effectifs ne répondent pas aux attentes des personnels. Non, la rentrée 2016 ne s'annonce pas meilleure que les précédentes ! Les élèves et les personnels vont subir la réforme du collège, les modalités de mise en place des nouveaux programmes, les effets de la réforme des rythmes scolaires, la territorialisation de l'école, les sureffectifs, la casse de l'éducation prioritaire… Et dans quelques semaines la réforme annoncée de l'évaluation des enseignant-e-s. C'est pourquoi la fédération SUD éducation appelle l'ensemble des personnels à faire grève le 8 septembre. Revendiquons des mesures d'urgence pour la rentrée : des créations de classes pour faire baisser les effectifs, les recrutements des personnels nécessaires – à commencer par le réemploi et la titularisation sans condition des précaires. **15 septembre : mobilisation interprofessionnelle contre la loi travail et son monde !** Pour changer les rapports de force c'est avec le reste du monde du travail qu'il faut combattre. La loi travail constitue une régression historique des droits des salarié-e-s. Derrière cette attaque du code du travail, il est évident que c'est la remise en cause du statut de la fonction publique qui se profile. Le gouvernement a voulu passer rapidement et autoritairement avec le 49.3 et la répression. Cela n'a pas entamé notre détermination. La mobilisation reprend le 15 septembre. La Fédération SUD éducation appelle à y participer massivement.

> **La fédération SUD éducation appelle à une rentrée de lutte et de solidarité en agissant dès la rentrée, en faisant grève le 8 septembre et en se mobilisant le 15 septembre. Elle appelle à débattre de la reconduction des grèves pour que nos revendications aboutissent.**

Pour une rentrée de lutte et de solidaritéLe Panneau Syndical SUD éducation #028

Documents joints

Pour une rentrée de lutte et de solidarité
Le Panneau Syndical SUD éducation #028